ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3745

Texte de la question

DÉFICITS

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Pierre-Alain Muet. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

En 2007, monsieur le Premier ministre, vous disiez être à la tête d'un état en faillite. Le terme était sûrement exagéré à l'époque...

M. Jean-Pierre Brard. Il est devenu vrai !

M. Pierre-Alain Muet. ...mais il est incontestablement vrai aujourd'hui. Cette faillite, c'est d'abord celle d'un président, Nicolas Sarkozy, qui a tout promis, qui n'a rien tenu et rien obtenu. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.)*

Faillite d'un Président qui parlait de croissance, mais qui, après avoir laissé dériver les déficits quand la croissance était là, enfonce un peu plus notre pays dans la récession, en accumulant les plans d'austérité.

Faillite d'un Président qui parlait de récompenser le travail et de rétablir le plein emploi, mais qui n'a récompensé que la rente et laissé exploser le chômage - un million de chômeurs de plus depuis 2007 - quand l'Allemagne, dans le même temps, réduisait le sien.

Faillite d'un Président qui a tout promis sur la scène internationale et européenne, la fin des paradis fiscaux, la régulation des banques, les *eurobonds*, la taxation des transactions financières, un président qui, dans ce domaine comme dans tous les autres, aura tout cédé et n'aura rien obtenu *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC)*, et qui essaie de faire oublier son bilan calamiteux par un traité européen qui ne règle rien. Ce traité ne règle rien, en effet, et François Hollande a raison de dire qu'il le renégociera. Qui peut croire que vous réduirez demain les déficits avec une règle de papier quand vous n'avez eu de cesse de les creuser hier et de violer tous les jours toutes les règles existantes ?

Vous parlez de crédibilité. Vous n'avez aujourd'hui ni la confiance des marchés ni celle des Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du commerce extérieur.

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État chargé du commerce extérieur.* Monsieur le député, la crise que nous traversons en France et en Europe mérite mieux que la caricature, et vous ne pouvez pas vous dédouaner en permanence de vos propres responsabilités en matière de finances publiques.

M. Henri Emmanuelli. Dix ans !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État.* La politique budgétaire de la France, comme d'ailleurs celles de la quasi-totalité des pays industrialisés, des États-Unis au Japon et bien sûr tous les pays européens, a pris un virage dans les années 70 et 80 qui était celui du déficit et de la dette. Vous ne pouvez pas affirmer que ce sont les gouvernements de droite qui ont détérioré plus que les autres nos déficits : 1992-1993, 2001-2002 et 2008-2009 sont en effet trois périodes pendant lesquelles la conjoncture a été défavorable sur le plan international, et pendant lesquelles notre PIB s'est contracté.

M. Henri Emmanuelli. Cela fait dix ans que vous êtes là !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État.* Le rapport de Mme Bricq, rapporteure générale socialiste de la commission des finances du Sénat, est sans équivoque sur ce point : la dégradation de 1,8 % du PIB du solde

public entre 2008 et 2012 s'explique par une dégradation de 3,8 points qui ne dépend pas de l'action du Gouvernement, tandis que les mesures courageuses prises par le gouvernement Fillon ont permis une amélioration de deux points de notre PIB.
En vérité, la crise que nous traversons est une crise de notre modèle économique. La vraie question que les Français devront trancher au mois de mai, c'est de savoir s'il faut amplifier la réforme de ce modèle, faire en sorte que notre pays trouve sa place dans la mondialisation, produise en France, exporte, ou bien si nous allons continuer à accumuler les déficits, multiplier les emplois publics, dire non, comme vous le suggérez, à la règle d'or, dire non au traité européen. Une telle politique conduirait la France à la faillite. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*
M. Henri Emmanuelli. Elle y est déjà !

Données clés

Auteur : M. Pierre-Alain Muet
Circonscription : Rhône (2e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3745
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : Commerce extérieur
Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 14 décembre 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 décembre 2011